



Montreuil, le 15 septembre 2017

Rapport d'actualité CNF - jeudi 14 septembre 2017 – Natacha POMMET

Camarades,

Permettez-moi dans un premier temps de vous souhaiter à toutes et tous une bonne reprise. J'espère que ces quelques jours de repos ont été profitables, car comme vous vous en doutez cette rentrée devrait être très active.

Il ne s'agit pas là d'une simple prédiction, mais tout simplement d'une évidence au regard des attaques très dures du nouveau gouvernement.

Depuis notre dernier CNF au mois de mai, de nombreux évènements sont survenus.

En premier lieu nos pensées vont à toutes les victimes des attentats qui ont eu cours pendant les seuls mois d'été : celles de Barcelone et de Cambrils, qui ont eu une large couverture médiatique, mais également celles du Pakistan, de Syrie, d'Égypte, du Nigéria, d'Allemagne, d'Afghanistan, du Burkina Faso ou encore en Finlande. Notre solidarité s'adresse à toutes les victimes de ces assassinats.

L'actualité internationale illustre une fois de plus les fortes tensions entre les peuples et une forte offensive des forces réactionnaires.

En Amérique latine, les régimes de droite reprennent la main et s'attaquent aux politiques sociales mises en place précédemment. Les régimes progressistes avaient permis des avancées notables pour les travailleurs. N'oublions pas que pour la plupart ils avaient connu des dictatures installées par les États-Unis.

L'offensive du capital dans cette partie du globe est totale et ce sont les Vénézuéliens qui en font aujourd'hui l'amère expérience. Les médias montrent à longueur de temps les violences et égrènent le nombre de morts dans les manifestations d'opposition. Le rôle des journalistes serait de donner tous les éléments de compréhension d'une situation complexe : le rôle joué par les multinationales dans la dégradation économique du pays, la composition de l'opposition au régime qui va des sociaux libéraux à l'extrême droite, le fait que les médias vénézuéliens appartiennent également à des grands groupes financiers et que là-bas aussi les chiens de garde confisquent le débat démocratique. Les États-Unis ont toujours considéré que l'Amérique latine était leur réservoir en matières premières et le pétrole du Vénézuéla représente trop d'intérêts pour les compagnies qui n'ont que faire des préoccupations du peuple Vénézuélien. Cette attaque du capital, assisté du gouvernement Trump, est destinée à faire la démonstration qu'aucune alternative aux régimes prônant le libéralisme économique n'est possible.

Ce même Trump qui a refusé de condamner l'assassinat de la militante anti raciste à Charlotte ville renvoyant dos à dos les responsabilités du Ku Klux Klan et des militants anti fascistes, ça en dit long sur le bonhomme....

Enfin, son jeu dangereux en Asie du Sud-Est et dans le pacifique, l'implication des États unis dans le cycle de provocations réciproques et de menaces avec la Corée du Nord créent une situation critique. Les guerres, les blocus, les sanctions économiques se font toujours au détriment des populations.

En Tchétchénie, les forces réactionnaires opèrent un véritable massacre de la population homosexuelle du pays dans un silence assourdissant de l'Union européenne.

C'est pourquoi notre fédération réaffirme les valeurs de paix et de fraternité dans son combat pour le progrès social, la démocratie, la liberté, la laïcité nécessaires au bien-vivre ensemble. Et à ce titre, elle appelle à participer aux marches pour la paix organisées partout en France le samedi 23 septembre, appel que la CGT a signé parmi de nombreuses autres organisations.

Le 23 août dernier, nous avons appris l'arrestation de notre concitoyen franco-palestinien Salah Hamouri, par les forces d'occupation israéliennes. Salah, avocat et militant pour les droits du peuple palestinien sont constamment harcelés et cette arrestation apparaît comme totalement arbitraire.

La Fédération est engagée dans la solidarité avec le peuple palestinien et le respect du droit international. Aussi elle s'associe à l'appel de l'Association France-Palestine solidarité (AFPS) pour exiger des autorités françaises une action rapide pour obtenir sa libération.

Nous vous engageons à interpellier nombreux, à titre personnel comme à titre collectif, le Président de la République et la représentation française à Jérusalem et amplifier la solidarité avec le peuple palestinien. Tous les liens sont sur notre site internet.

Enfin, la fédération vous rappelle son projet avec le village palestinien de Beit Sakarya et vous incite à la solidarité financière.

Ce qui fera une large part du débat aujourd'hui ce sont bien entendu les nombreuses contre-réformes conduites par le gouvernement cet été. Les ordonnances préparées par Muriel Pénicaud doivent être combattues à la hauteur des attaques qu'elles portent en elles contre le salariat.

Sur la forme des consultations, il y a déjà beaucoup à dire : faire croire que le gouvernement a mené un véritable dialogue social est une farce ! Les nombreuses réunions annoncées n'ont été que des bilatérales d'une heure pour chacune des 8 organisations salariales et patronales. La seule réunion multilatérale a eu lieu le 31 août dernier quelques heures à peine avant la diffusion à tous des ordonnances. Ces bilatérales ont empêché toutes négociations, car aucune organisation ne pouvait connaître les informations données aux autres. En cloisonnant de la sorte Macron a atteint le summum de la manipulation engendré par le dialogue social.

Sur le contenu des ordonnances, bien avant d'en connaître les détails, la confédération a largement communiqué tout au long de l'été pour aider les militants aux débats avec les salariés : l'inversion totale de la hiérarchie des normes, la fusion des instances représentatives du personnel et donc la disparition des CHSCT, le contrat de chantier, les licenciements facilités, le plafonnement des indemnités prud'homales, la mise en place de négociations en l'absence de délégués syndicaux... Je ne peux tout citer dans ce rapport, je vous invite, si ce n'est déjà fait, à lire le dossier sur le site confédéral qui est une mine argumentaire.

L'essentiel à retenir c'est que le gouvernement, dans la continuité des précédents, assiste le MEDEF et fait le choix de précariser encore plus les travailleurs dans l'entreprise et la société. Ce qui est nouveau c'est que même si le gouvernement dispose d'une légitimité issue des urnes cela ne signifie pas une adhésion à son programme, je ne vous refais pas l'épisode de la présidentielle. Malgré ce fait, Macron multiplie les provocations : après les illettrés nous avons droit aux fainéants, aux cyniques et autres qualificatifs démontrant encore une fois le mépris de la classe dominante face aux travailleurs.

Les autres mesures, que cela soit la baisse des APL ou la réduction des contrats aidés, illustrent là encore la guerre sociale qu'il a choisie de mener contre les travailleurs.

Le 17 juillet dernier, le Président a réuni pour la première fois de son mandat les représentants des élus locaux autour de la conférence des territoires.

Ce premier rendez-vous avait pour objectifs de tracer les perspectives pour les 5 ans à venir dans les collectivités territoriales. Gérald Darmanin a confirmé ces objectifs le 7 septembre dernier.

Ce gouvernement s'apprête à sacrifier les services publics et les fonctionnaires sur l'autel du Pacte de responsabilité :

- S'agissant du rétablissement du jour de carence : c'est un non-sens, car le traitement d'un fonctionnaire est lié à son grade et n'est pas lié aux aléas de sa production. Cette notion n'a aucun sens dans la convention qui fonde le statut du fonctionnaire depuis 1946. Concernant un salarié du privé en congé maladie, le salaire est interrompu par l'employeur, car il est réputé ne pas produire quand il n'est pas à son poste. Donc à poste non pourvu, salaire non versé. Et là c'est la sécurité sociale qui prend le relais, ou la complémentaire. Et dans plus de 80% des conventions collectives, c'est l'employeur qui prend en charge les trois jours de carence.

Donc si véritablement le gouvernement souhaitait l'équité il supprimerait tout simplement ce jour de carence pour tous.

- Concernant la formation professionnelle, la baisse de la cotisation CNFPT a un impact direct sur le projet de rénovation pédagogique de l'offre de formation. La « grande » idée du CNFPT pour 2018 c'est la mise en place de la pédagogie inversée, une méthode largement contestée par le milieu universitaire et le monde du travail, il prévoit également de favoriser les formations en intra, c'est-à-dire dans les collectivités et non plus au CNFPT. Enfin, il compte développer les formations à distance, sur quel temps ? Avec quels moyens ? La CGT, avec les autres organisations syndicales, a lancé une pétition pour le rétablissement du 1%, les retours sont encore trop faibles au regard des enjeux. Nous défendons des services publics de qualité, avec des agents à statut formés tout au long de leur vie professionnelle, aussi il est primordial que chacune et chacun s'empare de cette campagne.
- À propos du gel et de la fin de la hausse uniforme du point d'indice: Les fonctionnaires ont perdu 14% de leur pouvoir d'achat depuis 2000, ça se passe de commentaires. Mais il y a pire si j'ose dire, avec la différenciation du point d'indice entre les versants, Macron veut déconnecter les territoriaux du Statut général. Les collectivités pourront ainsi fixer « arbitrairement » les rémunérations des agents et mettre en place des « statuts locaux ». Avec l'augmentation de la CSG, nous allons encore perdre une partie de notre traitement indiciaire qui devrait être uniquement compensé par un dispositif compensatoire indemnitaire. Dispositif qui serait uniquement réservé aux actuels fonctionnaires et pas aux futurs recrutés et enfin dégressif au fur et à mesure de l'avancée dans la carrière.
- La baisse imposée des dépenses des collectivités de 13 milliards : Le précédent gouvernement avait imposé sa réduction de 11,5 milliards sur 3 ans. Au regard des conditions de travail

dégradées en raison des suppressions de postes, une nouvelle réduction aggraverait le quotidien des agents et aurait un impact non négligeable sur le service rendu au public.

- Suppression de 70000 postes dans la fonction publique territoriale sur 5 ans. Au regard des effectifs, cela représente à peu près le non-remplacement d'un fonctionnaire sur 4 partant à la retraite.

C'est pour toutes ces raisons que 453 000 personnes se sont mobilisées avant hier dans 200 manifestations. Premier rendez-vous que nous pouvons qualifier de réussite, la mobilisation était là, les cortèges bien remplis, les manifestants motivés. Si on considère que c'est 11 000 manifestants de plus que le 9 mars 2016, que c'est sans la Confédération FO malgré la participation dans les cortèges de militants FO.

Maintenant ce qu'il faut connaître ce sont les taux de grévistes et les résultats des assemblées générales. Cette première journée n'était qu'une étape puisque d'ores et déjà l'intersyndicale nationale a prévu un second rendez-vous le jeudi 21 septembre prochain, veille du conseil des ministres qui doit adopter les ordonnances. Au regard de l'analyse que vous avez faite dans vos réunions de CSD, des manifs de mardis, la CE Fédérale vous propose également de donner votre avis sur les modalités des préavis futurs à déposer.

D'autres dates également sont dans le paysage : les retraités manifesteront le 28 septembre, les fédérations CGT et FO transports lancent un préavis illimité à compter du 25 septembre, la CFDT transport se sera lancé le 18 septembre, aussi contre les ordonnances, la fédération de la métallurgie appelle également à une mobilisation le 13 octobre prochain. Enfin la FSU propose que l'intersyndicale se rencontre pour décider d'une journée fonction publique le 10 octobre. Là aussi la Fédération a besoin d'avoir un mandat clair et vous propose de débattre sur le degré interprofessionnel qu'il est important de donner à cette journée.

Comme l'a dit notre camarade Fabrice ANGEI hier, toutes ces dates sont parties intégrantes de la construction d'un processus de luttes.

Au regard de l'expérience acquise par les mouvements sociaux antérieurs et notamment celui de 2016, nous savons que seuls les mobilisations et les arrêts de la production dans les entreprises, les services et les administrations permettront un large front de résistance à ces politiques de régression sociale. Lorsque nous faisons le tour des arrêts de travail pris, çà et là, les retours sont très variables. Dans certaines collectivités les collègues sont convaincus et se sont mis en ordre de marche. Mais dans de nombreuses mairies ou communauté de communes, le poids de l'élu est souvent un frein à l'action syndicale. C'est pourquoi notre rôle de militant est important dans le rapport de force que la CGT doit construire avec les salariés. Le tractage et l'affichage sont les premiers actes, vous avez à votre disposition la communication sur les services publics que Sylvie vous a présenté ce matin et qui devra être utilisée largement pendant la campagne des élections professionnelles. Vous avez également de nombreux tracts à votre disposition sur le site fédéral.

Ensuite nous avons la possibilité de déposer des heures d'informations syndicales et devons donc organiser des assemblées générales permettant aux salariés de s'informer, de comprendre, de débattre. Faire le lien avec eux entre des conditions de travail qui se dégradent et les coupes budgétaires, le lien entre le salaire qui stagne et les dividendes des actionnaires qui explosent, 51 milliards d'euros pour le 1^{er} semestre 2017. Bref faire comprendre que de l'argent il y en a, que pour les actionnaires et les patrons du MEDEF, il y a longtemps que la crise est terminée. Qu'elle ne sert plus que de prétexte pour priver les salariés de leurs droits et casser le modèle social conquis de haute lutte dans les entreprises et les services.

Ce n'est pas une chose aisée que de réveiller les consciences, mais les nombreux reculs annoncés vont toucher toute la population, qui n'a pas une fille qui a besoin des APL, qui n'a pas un père en emploi aidé, qui n'a pas un conjoint au chômage, un grand-père avec une petite pension de retraite.

L'autre problème que nous rencontrons est de persuader nos collègues que par l'action nous pouvons résister et changer notre quotidien. Et là ce sont les luttes locales qui doivent être mises en lumière : par la mobilisation à tel endroit les salariés ont gagné telle augmentation de salaires, par la lutte à tel autre endroit, les salariés ont empêché un licenciement. Pour cela notre camarade François Livartowski recense dans les territoires les luttes dont la fédération a connaissance. Cet outil est précieux en termes d'analyse et surtout encourageant pour les camarades, il faut l'utiliser et surtout l'alimenter !

Enfin, et parce que cela représente l'une des plus grosses attaques depuis la mise en place de la sécurité sociale, j'ai voulu finir ce rapport par le projet Macron de suppression des cotisations sociales et l'augmentation de la CSG.

Dans l'entretien qu'il a accordé au Point, Macron revient sur plusieurs mesures et notamment sur sa vision sociale et l'avenir de la protection sociale. Il entend passer du modèle bismarckien au modèle beveridgien.... Ces termes illustrent peut-être ce qu'il nomme sa pensée complexe, mais pour la CGT et les salariés c'est très clair :

Depuis sa création en 1946, notre système de sécurité sociale est constamment attaqué. Exonérations de cotisations patronales, mise en place de la CSG, depuis plus de 20 ans le trou de la sécu nous est asséné pour mieux justifier la dégradation de la prise en charge de la santé et culpabiliser les usagers. Grâce à ses messages récurrents, les gouvernements détruisent petit à petit ce que nous devons au programme du CNR. Le reportage sur l'hôpital public diffusé dans l'émission « Envoyé Spécial » jeudi dernier est l'illustration parfaite de ce qu'est devenu notre système de santé. La dégradation a été fulgurante, les non-remplacements, les réductions d'effectifs, le vieillissement des équipements, la transformation des hôpitaux en entreprises, le lean management. Tout cela est la froide réalité. La mauvaise ordonnance du DR Macron ne va pas aller dans le bon sens : le principe du salaire socialisé c'est justement notre salaire net et les cotisations qui participent au financement de la sécu, de la CAF, des caisses de retraites. En supprimant ces cotisations, Macron veut faire croire qu'il augmente le pouvoir d'achat, mais si nous devons dépenser nos maigres salaires en médicaments, en soins, dans des cliniques privées nous serons au contraire encore plus appauvris.

Macron veut passer du système « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins » au système de la charité propre au XIXe siècle où l'Église et quelques patrons avaient leurs bonnes œuvres, système profondément inégalitaire et injuste.

Ces débats seront d'ailleurs abordés lors de la conférence de l'Union fédérale des retraités qui aura lieu à Maternal du 9 au 13 octobre. Le document de travail que vous avez reçu dans le service public de juin revient largement sur cette question.

En 2008, tout le monde a reconnu que le système de services publics à la française, et celui de protection sociale avaient servis d'amortisseurs à la crise. Les interventions des agents publics, sur les lieux de catastrophes naturelles, sont largement saluées également. Mais depuis 2008, alors que la crise est bien finie pour le MEDEF, les banques et les actionnaires, ces derniers n'ont eu de cesse de détruire ce bien commun qui nous protège.

La CGT a tenu le premier rôle dans l'unification des caisses de sécu en 1946, aussi il est de sa responsabilité de tenir ce joyau du syndicalisme de transformation sociale.

L'augmentation de la CSG et la suppression des cotisations sociales sont prévues dans le plan de financement de la sécurité sociale pour le 1^{er} janvier 2018. L'attaque sur les régimes spéciaux de retraite va se faire pour 2019. Macron veut aller vite, c'est pour cela que nous devons face à cette guerre sociale et y opposer un plan d'urgence social : d'augmentation générale des salaires, de diminution du temps de travail, de refonte des impôts et de suppression des exonérations de cotisations.

Enfin, la CEF souhaite apporter son soutien aux travailleurs durement touchés par IRMA et partage avec vous un extrait du communiqué des organisations syndicales de Guadeloupe qui « condamne avec la plus grande fermeté la gestion coloniale, menfoutiste, touristique et raciste de cette crise par l'État colonial français. Cette catastrophe a mis à nu les inégalités sociales et les discriminations qui existent à Saint Martin. »

J'ai sans doute omis quelques sujets dans ce rapport déjà très long alors je compte sur vous pour les développer dans vos interventions. Dans le contexte se concentrer sur l'essentiel paraissait évident.

Pour conclure, le 31 août dernier, certains médias titraient le MEDEF a gagné !

Ce que nous répondons : Le Medef ne gagnera que ce que les salariés auront décidé de lui laisser ! Cela doit être notre leitmotiv dans les semaines à venir.

Alors dès demain matin, dans toutes nos boîtes, nos services et nos collectivités affirment que c'est la CGT qui fixera les termes du débat social dans ce pays !

Le projet Macron est simple, détruire notre république sociale, nos revendications sont justes : une meilleure répartition des richesses !

Alors, les camarades, mettons-nous en marche vers une république sociale du XXI^e siècle !